

Le SDEN 29

LE JOURNAL DES ENSEIGNANTS DE LA CGT



SOMMAIRE

page 1 : Edito

page 2/3 : Emplois, salaires, éducation

19 mars - non titulaires

page 4 : VII^e Congrès de la CGT
Educ'Action 29

Contre une rentrée impossible...

De coutume, le mois de mars est celui où chacun commence à se dire que le printemps est à portée de main. D'autant que pour la plupart des jeunes et des salariés de l'EN, la période scolaire de 8 semaines a été particulièrement longue et fatigante.

Cette année revêt une couleur particulière puisque contre toute attente, notamment de nos dirigeants bien imprudents sur leurs destinations de vacances, les populations se sont mises en mouvement pour mettre à bas les dictatures de l'autre côté de la Méditerranée.

« Dégage » est le mot d'ordre qui depuis plusieurs semaines résonne de la Tunisie au Yémen en passant par la place Tahrir et la Libye. Les Femmes et les Hommes de ces pays démontrent dans leur difficile combat vers la démocratie et la liberté que rien n'est immuable et que les aspirations de vivre autrement sont possibles. Les femmes prennent d'ailleurs toute leur place dans ces mouvements en écho avec le 8 mars, journée internationale des droits des Femmes. Ce vent de liberté venu du Sud est la preuve que les transformations sociales nécessaires à tous sont toujours envisageables et possibles.

Ici, le gouvernement s'enlise dans son aveuglement irresponsable à casser tous les acquis sociaux en agitant la peur et en surfant sur le terrain nauséabond du Front National. Car celui-ci, même repeint à la « couleur Marine » poursuit toujours son objectif de division des salariés. Il est très clair que pour nous : **les thèses du FN n'ont pas leur place à la CGT.**

Pour combattre efficacement l'extrême-droite, il faut l'empêcher de faire son lit dans l'exclusion qui peut

conduire au désespoir. L'urgence est donc de mettre un coup d'arrêt à la politique de destruction du gouvernement UMP.

Le service public, c'est ce qui permet la solidarité. Ainsi, par exemple, les dotations horaires globales des collègues pour 2011-2012 ne correspondent pas aux besoins : elles ne permettent pas notamment l'accueil des 40 000 nouveaux collégiens issus du « baby-boom » de l'année 2000 arrivant à la rentrée 2011 en classe de 6ème.

Il faut faire cesser cette politique répondant au dogme du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite qui a pour conséquence de ne pas assurer un service public d'éducation de qualité.

La Cgt Educ'action 29 appelle à participer aux manifestations du 19 mars organisées par l'ensemble des organisations syndicales.

Parce que les principaux responsables de la casse du service public de l'Éducation sont le gouvernement et

l'UMP, la Cgt Educ'action appelle tous les salariés de l'Éducation à manifester devant les permanences de l'UMP du département le mercredi 23 mars.

Contre les suppressions de postes, pour des moyens pour l'école !



M
O
B
I
L
I
S
A
T
I
O
N

Rassemblements Samedi 19 mars 2011

Brest - 11h - Place de la Liberté

Quimper - 11h30 - devant la Préfecture

Rassemblements devant les permanences de l'UMP

Mercredi 23 mars à partir de 12 heures

Emplois, salaires, éducation...

Razzia sur les postes

Pour le 2nd degré le département du Finistère, selon les chiffres de l'IA, remportait la palme des suppressions de postes: 15 emplois supprimés en lycées, 10 emplois en LP, soit la moitié des emplois supprimés dans l'Académie pour ces types d'établissements.

Or, au vu des informations que nous possédons concernant les DGH des établissements dans lesquels nous sommes présents, nous n'arrivons pas au même résultat!

Ces informations, même incomplètes, mais reflétant la réalité du terrain sont encore plus catastrophiques.

D'après nos comptes, c'est en effet près de 40 postes qui disparaissent du paysage. Quelle étrange façon de faire de l'arythmétique! La calculatrice utilisée par l'IA a-t-elle été empruntée à Majax? Sans doute, puisqu'elle minimise les effectifs élèves dans les prévisions de rentrée par des tours de passe passe.

Ce qui n'est pas de la magie, c'est que les LP sont particulièrement touchés par ces mesures car la "réforme" de la voie professionnelle arrive à son terme. Cela présage évidemment ce qui va se passer pour les autres voies du lycée confrontées elles aussi aux "réformes".

Au collège, pas de suppression dans l'absolu, des créations même ...5... pour 428 élèves de plus, chiffres de l'IA, car le Conseil Général estime quant à lui, la prévision à plus de 600. Tiens encore des différences!

Ce qui n'est pas une illusion, c'est que cela fait un professeur pour 85 élèves!

Comme quoi les raisons ne manquent pas de se mobiliser contre cette politique.

Pas de répit pendant les élections, allons interpeller les responsables de la casse du service public d'Education le mercredi 23 mars à partir de 12 h devant les locaux de l'UMP à Brest et partout dans le département.



Oui à l'augmentation des salaires dans la Fonction Publique

<http://site-syndicat.org/petition/index.php?petition=10>

Appel de 7 organisations syndicales de la Fonction publique (CGT, CFDT, CFTC, FSU, SOLIDAIRE, UNSA, CGC) à signer la pétition unitaire pour l'augmentation du point d'indice et le rattrapage des pertes accumulées depuis 2000.

Les entretiens de carrière : un pas de plus vers l'individualisation

Parmi les attaques nombreuses contre la Fonction Publique et les fonctionnaires, un décret en date de l'été 2010 prévoit la fin du système actuel de notation à partir du 1er janvier 2012 et son remplacement par "l'entretien annuel avec le supérieur hiérarchique". Ce nouveau dispositif est en expérimentation depuis début février pour des enseignants ayant 2 et 20 ans de carrière et devrait être généraliser courant mars.

Outre que cette nouvelle réforme s'est faite une fois de plus sans concertation préalable, elle s'inscrit une fois encore dans la stratégie gouvernementale de casser les repères collectifs des personnels. Elle ouvre en grand la porte à l'arbitraire en faisant peser un stress supplémentaire aux salariés qui y seront soumis.

il s'agit bien d'une nouvelle politique de gestion des ressources humaines largement inspirée de l'entreprise privée et qui pose clairement la question du statut des fonctionnaires.

Celui-ci était déjà dans la ligne de mire du gouvernement avec le "pacte de carrière" de Luc Chatel et la possibilité de licencier un fonctionnaire en cas de restructuration des services, contenue dans le décret Woerth de novembre 2010.

Quand le ministre de l'Education nationale dit que "Les personnels [de l'éducation nationale] ne sont pas suffisamment accompagnés", sans doute faut-il comprendre qu'ils ne sont pas assez accompagnés vers la sortie!

Ce dispositif n'a rien à voir avec une éventuelle écoute des personnels, il s'agit d'un aspect de plus de la déréglementation et à terme un moyen supplémentaire pour supprimer des postes de fonctionnaires.



Journée nationale d'action du 19 mars 2011

Appel des organisations finistériennes signataires du collectif "L'école est notre avenir"

L'éducation n'est plus une ambition pour ce gouvernement. Il aura supprimé 50 000 postes dans le service public d'éducation en cinq années mettant en difficulté écoles et établissements, dégradant de façon systématique les conditions d'accueil, de formation et de qualification des élèves, détériorant les conditions de travail de l'ensemble des personnels. La Révision générale des politiques publiques (RGPP) aura déstabilisé les personnels et affaibli les capacités de nombreux services comme celui de la Jeunesse et des Sports. Les universités sont confrontées à des difficultés budgétaires et des promesses non tenues.

Le service public d'éducation, cible de la chasse budgétaire, est tiré vers le bas.

À la rentrée 2011, ce seront 16 000 postes supplémentaires qui seront supprimés malgré l'augmentation des effectifs d'élèves. Les conséquences auront des effets immédiats sur la taille des classes dans les écoles, les collèges et les lycées, la scolarisation des enfants de deux et trois ans, les élèves en difficulté, le fonctionnement des services et l'offre d'enseignement... Le gouvernement fait le choix de la régression. Il a fait aussi ce choix en sup-

primant la formation initiale des enseignants entraînant ainsi démissions et effondrement du recrutement. Dans le même temps, la majorité parlementaire a décidé de favoriser l'enseignement privé au détriment du service public.

Le gouvernement ne prépare pas l'avenir. Ses choix dessinent une École où les inégalités seront renforcées, une École plus dure pour les moins favorisés, une École où la concurrence entre établissements, par l'abandon de la sectorisation, sera la règle. Les enquêtes internationales le confirment : les inégalités se creusent (enquête PISA), tandis que la France se place au dernier rang des pays de l'OCDE en terme d'encadrement des élèves. A toutes ces préoccupations, le gouvernement ne répond qu'avec des effets d'annonce.

La mobilisation citoyenne doit permettre d'inverser ces choix. Les organisations, rassemblées dans le Collectif "L'École est notre avenir", appellent tous ceux et toutes celles qui soutiennent le service public d'éducation et son engagement permanent pour la réussite des jeunes, sans distinction de fortune et d'origine, à une journée nationale d'action le samedi 19 mars.



Non-Titulaires : point sur les négociations

La CGT-Educ'action est mobilisée sur les revendications suivantes :

- Mettre en œuvre une loi de titularisation, seule à même d'apporter des réponses statutaires et collectives. Dans l'Education Nationale, la CGT revendique une titularisation sans condition de concours ni de nationalité et avec une formation adaptée ;

► Arrêter le recrutement de non-titulaires pour des missions pérennes de service public ;

► Améliorer les conditions de reclassement des non-titulaires au moment de leur titularisation ;

► Renforcer dans l'immédiat les droits sociaux des agents non-titulaires, la reconnaissance de leurs qualifications, la cohérence de gestion, une grille de salaires alignée sur celle des titulaires. Cela passe aussi par un élargissement et une harmonisation nationale des compétences des CCP.

La réunion conclusive des négociations a eu lieu le 7 mars. Le projet d'accord final (consultable sur le blog) a été sensiblement modifié par rapport au projet initial du gouvernement. Cependant, alors que la précarité touche un million de salariés dans la Fonction Publique, il chiffre à 50 000 le nombre de titularisations et 100 000 le nombre de passages en CDI. Les organisations syndicales vont maintenant consulter leurs adhérents pour savoir si elles signent ou pas ce protocole d'accord.

La mobilisation reste toujours à l'ordre du jour, car la loi devrait être votée au printemps 2011



Les idées du Front national n'ont pas leur place dans la CGT

Extrait du communiqué de la Fédé CGT des Services publics et de l'UD-CGT de la Moselle

Ces dernières semaines, le secrétaire général du syndicat CGT des agents territoriaux de la mairie de Nilvange (Moselle) a fait connaître publiquement sa récente adhésion au Front national et sa candidature sous cette étiquette aux prochaines élections cantonales. Dans une interview publiée sur un site Internet, dans laquelle il se prévaut de son appartenance à la CGT, il défend les thèses du FN sur la préférence nationale, sur l'immigration comme cause du chômage, et contre la régularisation des sans-papiers.

Pour nos organisations, cette situation est intolérable à double titre : d'une part, parce qu'un militant CGT se fait ainsi le propagandiste de thèses contraires aux valeurs fondamentales et aux orientations de notre **organisation** ; **d'autre part**, parce que sa démarche constitue une tentative d'instrumentalisation de la CGT à des fins politiques.

En conséquence, et en concertation avec l'UD CGT 57, la commission exécutive de la Fédération CGT des Services publics, réunie le 16 février, a décidé, sur la base des statuts confédéraux et fédéraux, la suspension immédiate de l'affiliation du syndicat de Nilvange à la Fédération. Cette décision entraîne, dès sa notification au syndicat et à l'employeur, l'arrêt immédiat de toute activité CGT dans la collectivité.

VII° Congrès de la CGT Educ'action 29

La CGT Educ'action 29 a tenu son congrès départemental le vendredi 11 février 2011 à Pont de Buis. Dans une ambiance conviviale et fraternelle, les 55 congressistes ont débattu toute la journée de la situation sociale et des perspectives en termes de revendications et d'actions.

Les attaques contre le service public d'éducation ont évidemment été au cœur des discussions. L'emploi, les conditions de travail des personnels et d'étude des jeunes mis à mal par l'autonomie grandissante des établissements, l'introduction des techniques managériales issues du privé ont été largement débattus par l'ensemble des participants. Ceux-ci ont réaffirmé avec force leur volonté de combattre pied à pied les politiques libérales de régression du système éducatif et de porter un projet d'école émancipateur qui réponde aux besoins sociaux. C'est ainsi que le congrès a décidé une action dans les jours qui viennent vers les représentants locaux de l'UMP pour dénoncer la casse de l'école que le gouvernement met en œuvre.

Tous les camarades présents ont exprimé leur détermination

à s'engager dans la préparation des prochaines élections professionnelles qui auront lieu en octobre 2011 et ont indiqué leur implication dans l'organisation de notre congrès national qui aura lieu en juin dans le Morbihan.

A l'issue de la journée, les différents textes ont été adoptés et une nouvelle direction a été élue alliant continuité et renouvellement. De nouveaux camarades ont ainsi intégré la commission exécutive et le secrétariat départemental. Enfin, le congrès a élu Laurent Wendeling nouveau Secrétaire Général du syndicat.



Au travail, dans la vie,
gagnons L'ÉGALITÉ !

8 mars : journée internationale des droits des femmes

L'égalité, un combat de tous les jours

Mouvement Intra : Réunion d'information Lycée Thépot Quimper 14 h - 17 h

Le blog du SDEN 29

connectez-vous à cgteduc-action29.over-blog.com

Le journal des enseignants CGT du Finistère

**Syndicat départemental de l'éducation nationale
SDEN CGT 29**

Maison du Peuple
2 Place Edouard Mazé
29283 BREST CEDEX

Téléphone : 02 98 46 90 60
06 88 84 23 03

Messagerie : sden29.cgt.wanadoo.fr

S
D
E
N
2
9



Secrétaire général

Laurent Wendeling (collège Segpa Anna Marly, Brest)

Trésorier départemental :

Michel Voyez (collège du Vizac, Guipavas)

Secrétariat départemental :

Fabienne Bodin (LP Lesven, Brest)

Erwan Gogé (SEP Vauban, Brest)

Anne Cormier (SEGPA, Saint Pol de Léon)

Fabienne Lamé (Lycée Amiral Ronarc'h, Brest)

Carine Naizet (LP Lesven, Brest)

Michel Voyez (collège du Vizac, Guipavas)

Laurent Wendeling (collège Segpa Anna Marly, Brest)

Je me syndique au SDEN CGT 29

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

COMMUNE

BULLETIN À RENVoyer AU SDEN CGT 29 MAISON DU PEUPLE 2 PLACE EDOUARD MAZÉ 29283 BREST CEDEX